

QUEST

apl

information

Bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

REPRODUCTION ET UTILISATION DES INFORMATIONS ENTIEREMENT LIBRES...

NANTES ~

page 3

DEPLOIEMENT POLICIER POUR TROIS INSOUMIS
«casse» chez les objecteurs! (p.4)

**TOUS AU MEETING BRETON
ANTIREPRESSION
A REZE!**

un syndicat C.G.T.
contre la hiérarchie
«1ère partie»

P.

APL-Calendrier-APL...p2
Le SGEN (ENNA) pour
Syndicats de Soldats.....p4
BRETAGNE : succès de la grève générale.....p5
NIORT : parcmètres barbouillés, la Gauche est embrouillée..p6
Pour PAPINSKI : l'Ecole Emancipée passe à l'action.....p7
D.E.A. "Diplôme d'Epuration Accélérée" (Fac.de Droit).....p8
PORTUGAL : les "Modérés" reprennent du poil de la bête.....p9
Giscard chez Bourguiba : les immigrés tunisiens de Nantes dénoncent..p10
2 Politiques "Sociales et Culturelles" à la Municipalité de Nantes....p11
Conflit chez les Travailleuses Familiales.....p12
BRAUD St-LOUIS : Communiqué des Paysans-Travailleurs de Nord-Gironde...p13
p14
"MARINE EN LUTTE" est paru.....p15
TV - Théâtre : Le Gallion présente "La sueur du soleil".....p16
p17
Jean Poperen (PS) à la Librairie 71 le 9 décembre.....p21
Les Paysans-Travailleurs du canton de Nort sur Erdre
s'adressent au P.S.....p22

n° 118

1er
DECEMBRE
1975

ABONNEMENT
12 NUMEROS
15,00 fr.

1,50F

APL - 29 RUE JEAN JAURES 44000 NANTES - LIBRAIRIE 71 - TEL. 73. 82. 48

CALENDRIER

a.p.l. (2)

Mercredi 3 Decembre : Meeting Breton Anti-repression (cf. page 7)
Comité Portugal (cf. page 9)

Cholet: Tour de France de la CIP (cf. APL n°117)

La Roche sur Yon "The Strange Creek Singers"

Folk, entrée libre

Vendredi 5 Decembre: Derval: Après l'affaire Urvoy, "croupir à Madrid"
voici le film "Mourir à Madrid" suivi d'un débat.

Nantes: Théâtre du Galion "La sueur du soleil"

entrée 7frs (cf. page 16)

Nantes: "The Strange Creek Singers" FJT (Beaulieu)

seance organisée par le Folk Club "La Pibole"

entrée libre.

Samedi 6 Decembre : Saint-Nazaire; "The Strange Creek Singers"

Samedi 6

Dimanche 7 Déc. : CPO 79, Celles sur Belle. "Les centrales Nucléaires"

1) Problèmes Economiques de l'
énergie.

SPECTACLES PERMANENTS

- ① - Temple Protestant 8 (Derrière le Palais de Justice); Jeune Public des Insoumis, allez leur rendre visite.
- ② - Grève à Archi
- ③ - Fac de Droit: Animation contre le "Diplôme d'Épuration Accélérée."

apl. ③

DÉPLOIEMENT POLICIER POUR 3 INSOUMIS !

JEÛNE PUBLIC AU TEMPLE PROTESTANT.

Mercredi matin : Début du jeûne de 3 Insoumis - Christophe MABIT, Jean-Pierre ANDRE et Philippe PENEAU - et deux femmes en protestation contre la Justice militaire et les ordonnances de 59.

Mercredi soir : Annonce du jeûne public lors du film "Tu ne tueras point" (film de cinémathèque ne correspondant à aucune réalité actuelle et comportant les valeurs morales que nous combattons : famille, patrie, respect de l'autorité et de la hiérarchie...).

-o-o-o-o-o-o-

JEUDI MATIN : ANNONCE DU LIEU DU JEÛNE A LA PREFECTURE par le pasteur du temple "par correction" et bien sur $\frac{1}{2}$ heure après : 60 flics cernent le temple, rentrent comme chez eux, fouillent et embarquent les personnes présentes puis gardent les 3 insoumis.

-o-o-o-o-o-o-

Jeudi soir : Départ des insoumis pour la caserne de Rennes (arrêts de rigueur).

- Continuation du jeûne par 4 personnes auxquelles se joindront d'autres pendant les week-ends.

NOUS VOUS APPELONS A PASSER AU TEMPLE (près du Palais de Justice) ET A VOUS ASSOCIER AU SOUTIEN OU AU JEÛNE.

(Groupe Insoumission Totale)
G.I.T. Nantes.

XX

ORDONNANCE DE 59

.- Tout citoyen de 18 à 50 ans peut être réquisitionné ou mobilisé à tout moment pour parer à une menace.

La menace n'est pas définie : extérieure ou intérieure, (grève gênante pour le pouvoir) ou même culturelle (Général de BEAUVALLET - août 73).

.- Les Travailleurs sont mobilisés dans leurs emplois et sont placés sous l'autorité militaire et passibles des Tribunaux Permanents des Forces Armées (T.P.F.A.).

XX

LE T.P.F.A.

TRIBUNAUX D'EXCEPTIONS JUGEANT AU NON DE
LA REPUBLIQUE DU PEUPLE FRANCAIS :
(qui ignore leur existence)

- Les jugements n'ont pas à être motivés : l'intime conviction suffit.
- L'armée est juge ET partie.

- Avocat le plus souvent commis d'office : stagiaire ne connaissant pas l'accusé (parfois un officier).
- Pas de partie civile
- Pas d'appel possible sauf pour la forme.
- 3 juges sur 5, le procureur, les opérations d'instruction de police et de poursuites sont MILITAIRES.
- Pendant l'audience le T.P.F.A. peut infliger à l'avocat une sanction allant jusqu'à la radiation ; ceci sans appel possible.
- Le T.P.F.A. peut interdire à la presse toute publication sur les débats même si le huis clos n'est pas prononcé.

Les T.P.F.A. n'existent que parce que nous existons.

Nous lançons un appel à tout ceux qui luttent pour la justice aux organisations syndicales, politiques et confessionnelles.

derniere minute insoumis derniere minute insoumis derniere minute insoumis

Les trois insoumis incarcérés à Rennes continuent leur grève de la faim en faisant de plus les vendredi, jour d'audience TPFA, la grève de la SOIF, et en refusant tout déplacement et tout ordre.

derniere minute objecteurs derniere minute objecteurs derniere minute objecteurs

CASSE CHEZ LES OBJOS.

Le CSOC (comité de soutien aux objecteurs de conscience) nous communique qu'il a été victime du vol de toutes ses archives et surtout de son fichier dans son local.

Aussi le CSOC vous demande t'il:

- 1) Si vous avez été en contact avec lui, que votre adresse est probablement aux mains des flics;
- 2) Si vous êtes un futur objecteur (ou si vous connaissez un futur objecteur) de bien vouloir nous renvoyer vos coordonnées (ses) afin que nous puissions vous avertir à temps de la date de parution du décret d'incorporation concernant votre classe d'age pour faire votre demande (bien précisé votre age et la date d'échéance de votre sursis. MERCI

UN SYNDICAT DE SOLDAT ?

MOTION ADOPTEE PAR LA SECTION SGEN DE L'ENNA DE NANTES LE 24-11-75

Au moment où les liens entre sections ou UL syndicales, et Comités de soldats se multiplient tant en France qu'en RFA:

- La section syndicale SGEN-CFDT des professeurs stagiaires de l'ENNA de Nantes soutient l'initiative des soldats du 19° RG de Besançon, qui ont décidé de s'organiser en section syndicale (CFDT), pour défendre leurs droits démocratiques de travailleurs sous l'uniforme.
- La section soutient également l'initiative du Comité de soldats du 1er GCM de Reims qui vient de lancer un appel à des "Assises Nationales des Comités de Soldats".
- La section contribuera à populariser de telles initiatives, visant à imposer le droit pour les soldats, de s'organiser.
- La section s'engage à contribuer à la défense de ces camarades en cas de sanction, en développant un mouvement de solidarité le plus large possible, notamment en suscitant un débat dans les sections syndicales.

a.p.l.(5)

"C'EST ECRIT, DONC C'EST VRAI. C'EST ECR."

(Réponse à la question)

MARDI 25 NOV. **IMPOTS LOCAUX: payer plus tard, payer moins cher? (ou pas payer?)**

Une délégation APF.ASF (syndicalisme familial) est intervenue auprès du Trésorier Payeur général de Nantes. Les impôts locaux ne tiennent pas compte des ressources des familles, ils arrivent à échéance au 15 décembre, et pour beaucoup cela pose un sérieux problème. En particulier pour les familles de chômeurs. La délégation demandait donc le report de l'échéance, et des dégrèvements pour les chômeurs. Réponse : les demandes individuelles de report ou de dégrèvement seront accueillies favorablement, si elles sont faites rapidement et accompagnées de justifications.

S'adresser au percepteur pour un report,
au directeur des impôts pour dégrèvement.

Permanences APF (2 rue de la Moricière - Nantes)

ASF (8 rue Kervégan)

sur ces questions.

JEUDI 27 NOV. **BRETAGNE: SUCCÈS DE LA JOURNÉE RÉGIONALE D'ACTION CGT CFDT FEN**

Enseignement public (primaire et secondaire) : 90 % de grévistes

E.G.F. : 66 %

Arsenaux : 80 %

Participation forte à la SNCF, dans les transports urbains à Brest et Quimper, l'Équipement, les organismes sociaux.

Participation plus réduite dans les PTT, les banques.

Secteur privé : forte participation des métallos, du bâtiment et des grandes surfaces.

Meetings : 8 000 personnes à Brest, 5 000 à Rennes, 4 000 à Quimper, 3 000 à Lorient, 2 000 à St Brieux, 1 500 à Vannes.

Des mots d'ordre : Unité, Action, Programme Commun (CGT)

Unité, Action, Autogestion (CFDT)....,

sans oublier : « LABOUR EVIT AN HOLL E BREIZH »

(« DU TRAVAIL POUR TOUT EN BRETAGNE »)

mot d'ordre de la CFDT d'Ericsson

Brest -

Un regret ? La "Bretagne" syndicale est calquée sur le découpage administratif, et exclut en particulier la Loire Atlantique... sui fera sa journée d'action le 2 décembre (CGT - CFDT) dans le cadre de la journée "nationale", avec-meeting à 10.H place de la Duchesse Anne.

EGF : Les grévistes ont choisi leur cible.

80 % au moins du personnel ont participé à la journée de grève CGT CFDT FO Les coupures de courant ont été brèves. Et sélectives: tout a été fait par les travailleurs pour éviter d'emm..les usagers domestiques. Les industriels eux n'ont pas été épargnés.-Là ou ils l'ont pu, les patrons ont d'ailleurs pris les devants, mettant les ouvriers à la porte pour quelques heures: avec récupération en vue, et dans l'espoir de les dresser contre leurs camarades de l'EGF.

NIORT: Parcètres Barbouillés, la gauche est Embrouillée..

Ca n'a pas atteint les records de certaines villes de Californie, ou la grogne anti parcètres utilise le matériel le plus sophistiqué (acier liquide). Mais quelques habitants de Niort ont quand même réagi contre l'implantation de parcètres dans la ville. En les barbouillant à la peinture noire.

De son côté le PSU attaque la municipalité RADICALE SOCIALISTE COMMUNISTE de la ville, responsable d'une politique de la circulation et du stationnement aberrante.

VALLET: "LES OUVRIERES DE LA CHAUSSURES RÉAFFIRMENT LEUR VOLONTÉ DE TRAVAILLER A VALLET, AVEC UN SALAIRE DÉCENT ET UNE GARANTIE DE L'EMPLOI LEUR PERMETTANT DE VIVRE DIGNEMENT" (CGT-C.F.D.T.)

La direction des chaussures Mirvil aux Dorices, à VALLET (34 ouvriers et ouvrières) a l'intention de transférer l'atelier à Villedieu la Blouère. Le personnel des Dorices presque au complet (30 sur 34) a manifesté sur place pour le maintien de l'atelier. AVEC LE SOUTIEN D'UNE DELEGATION DE VILLEDIEU LA BLOUÈRE. Le comité d'entreprise annonce maintenant que la décision de transfert est "suspendue"

NANTES - GREVE EN ARCHI.

L'Ecole d'Architecture de Nantes en grève. Devant la dégradation des conditions d'enseignement (manque de postes d'enseignants, de crédit) les étudiants, enseignants et le personnel de l'Unité Pédagogique de Nantes, sont entrés en lutte pour la création de nouveaux postes et l'obtention de crédits de fonctionnement. Le dépôt de motion de vendredi 21 aux Affaires culturelles n'ayant pas abouti, la grève est votée et effective à partir de lundi, reconductible chaque semaine jusqu'à satisfaction des revendications (détails dans le prochain numéro).

a.p.l. (7)

MEETING BRETON ANTI-REPRESSION MERCREDI 3 DÉCEMBRE

Le Comité Breton anti-répression de Nantes se félicite du succès du rassemblement de Pontivy qui a vu converger de toute la Bretagne plus de 1 500 personnes, manifestant là leur volonté de lutte contre la répression en Bretagne.

Il rappelle qu'à l'heure actuelle, 9 militants bretons sont encore emprisonnés à la Santé où le statut de prisonniers politiques ne leur est toujours pas appliqué. Avec eux croupissent encore un militant corse et 3 militants du GARI dont les conditions de détention se sont brutalement aggravées ces jours derniers.

Les charges qui pèsent sur les militants bretons inculpés, emprisonnés ou non, sont tellement fragiles que l'on peut craindre que, une nouvelle fois, les inculpés ne soient amnistiés sans un procès qui dévoilerait les véritables responsabilités répressives de l'Etat bourgeois français.

Pour exiger la libération et l'acquittement de tous les militants bretons inculpés, le CBAR de Nantes organise un MEETING6DEBAT le mercredi 3 décembre à 20 H 30, au théâtre municipal de Rezé. (Une crèche-garderie y sera organisée).

Y prendront la parole des inculpés ou perquisitionnés de la dernière rafle, ainsi que des militants ouvriers et paysans de Loire-Atlantique en butte à la répression. La soirée sera en outre animée par la Coopérative Névénoë, grâce au chanteur Patrick Ewen et au jeune poète Yvon Le Menn.

CONTACT CBAR : Librairie 71

29 rue Jean Jaurès - Nantes

Le 27 novembre 1975

COMMUNIQUE DU COMITE BRETON ANTI-REPRESSION DE NANTES

HOMÉCOURT (54) : UN ENSEIGNANT
EN GRÈVE DE LA FAIM...
NANTES : UNE RÉUNION PÉDAGOGIQUE
PERTURBÉE

Mercredi 26 novembre 1975, une vingtaine d'enseignants de l'Ecole Emancipée sont intervenus lors d'une réunion pédagogique de mathématiques "animée" par un inspecteur général et l'inspecteur pédagogique régional.

Les intervenants commencent par un bref rappel de l'affaire PAPINSKI (PEGC d'anglais de l'académie de Nancy renvoyé en 1966 dans le corps d'instituteurs après inspection par un non-angliciste, puis sanctionné par l'interdiction d'enseigner à vie en juin 1971 pour avoir protesté par un pamphlet, une

.../...

procédure de cassation a été engagée, l'interdit a été levé en décembre 71, mais la révocation reste. PAPINSKI est en grève de la faim depuis le 19/11/75 pour obtenir sa réintégration).

L'inspecteur général, refusant tout débat dans le cadre de sa réunion, aussi bien sur l'affaire PAPINSKI que sur le rôle de l'inspection, déclare que la réunion ne peut se poursuivre normalement et quitte la salle;

Une partie des professeurs de mathématiques présents restent pour discuter avec les enseignants de l'Ecole Emancipée du bien-fondé de la perturbation de cette réunion, de cette action entreprise en solidarité avec PAPINSKI, qui proteste contre l'arbitraire de l'inspection par une grève de la faim.

Ecole Emancipée - 44 -

**D.E.A = Diplôme d'Épuration
Accélérée**
OU " LA GRANDE PURGE "

68 étudiants licenciés en droit ont déposés leur dossier d'inscription en DEA (diplome d'étude approfondie existant de cette année).

Après avoir payé leurs droits et pris leur carte d'étudiant, 38 d'entre eux se virent refuser l'accès au doctorat par une commission "pédagogique" suivant des critères plus que douteux :

- scolarité "saine" (pas de redoublement)
- disponibilité, donc épuration des salariés
- examens en juin et bonne moyenne.

Or, la plupart des exclus répondaient à ces conditions. Mais, par un curieux hasard, la plupart d'entre eux s'étaient fait remarquer par leur "agitation" et leurs idées.

Exemple : Mai 75 - histoire des tampons

boycott des examens

(cf APL)

A.G. Mercredi 3 Déc. 9h45
Foc de Droit POUR TOUS CEUX
qui se sentent CONCERNER PAR LA SÉLECTION
qui VA S'ÉTENDRE A TOUS LES NIVEAUX.

a.p.l. (9)

PORTUGAL

Le comité PORTUGAL de Nantes appelle à une Assemblée générale

MERCREDI 3 DECEMBRE

A 20 H 30

A LA FRATERNITE PROTESTANTE

(3 rue Amiral Duchaffault à Nantes)

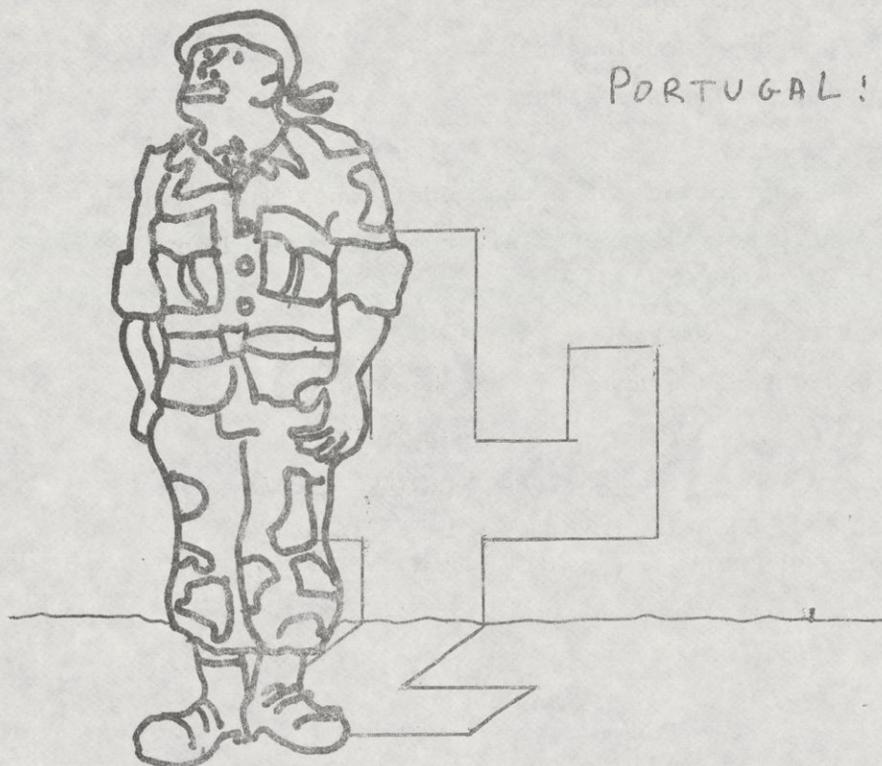
Ordre du jour de l'Assemblée générale :

1 - Discussion sur la situation actuelle au Portugal :

- le VI^o gouvernement, ses déboires jusqu'à l'épreuve de force avec les ouvriers du bâtiment.
- chronologie du coup de force de la réaction.
- attitude des différentes forces politiques et du mouvement des masses.
- les nouveaux problèmes de la révolution portugaise.

2 - Compte rendu des différentes réunions d'information qui ont eu lieu et préparation des prochaines réunions.

Comité Portugal de Nantes



PORTUGAL! LES "MODÉRÉS"
REPRENNENT DU
POIL DE LA BÊTE!

GISCARD EN TUNISIE

a.p.l. (10)

A la veille de la visite de Giscard d'Estaing en Tunisie, Bourguiba déclare: "La Tunisie est un pays où il fait bon vivre, où il n'y a pas de grèves, pas d'attentats, où la sécurité est assurée..." (le Monde du 1/11/75).

Oui, il fait bon vivre en Tunisie pour les riches, les exploités qui ont pour eux les banlieues luxueuses, les hôtels, les plages, les voitures, les terres...

Quand à nous, nous sommes obligés d'immigrer par milliers en Europe en quête de travail. Nous sommes exclus de cette Tunisie dont parle le président à vie de la République. Quant aux travailleurs qui ont eu la chance de trouver du travail en Tunisie, tous les moyens de répression sont mis en oeuvre pour briser leurs revendications légitimes: augmentation des salaires, droit à la sécurité sociale, droit à la retraite, droit à la grève... Ceci avec la complicité de l'U.G.T.T. syndicat unique inféodé au parti unique le Destour.

Peut-on parler de sécurité des citoyens dans un pays où il ne se passe pas un jour sans que l'on arrête et que l'on torture les démocrates et les progressistes tunisiens? (700 détenus politiques à ce jour).

Peut-on parler d'indépendance économique dans un pays où l'impérialisme étranger pille les ressources et exploite les travailleurs, avec la complicité de Bourguiba et de sa clique?

Peut-on appeler démocratie, un régime reposant sur la répression, le pouvoir personnel, la corruption?

Malgré la répression policière, le mécontentement grandit, les grèves se multiplient et s'amplifient:

- grèves chez les travailleurs des mines de Gafsa.
- " " " " " de la S.N.T!
- " des pêcheurs de la Goulette.
- " des cheminots de Sidi Fatallah.
- " des enseignants dans le secondaire.
- " des étudiants à l'université.

Les classes laborieuses ne s'y trompent pas: leur principal ennemi est Bourguiba et son régime, chiens de garde du capitalisme international en Tunisie

Derrière la déclaration du président à vie de la République se cache en réalité un régime policier de plus en plus impopulaire

nous luttons:

- POUR LE RESPECT DES LIBERTES ELEMENTAIRES.
- POUR LE DROIT AU TRAVAIL.
- POUR LE DROIT A LA GREVE.
- POUR LA LIBERATION DE TOUS LES DETENUS POLITIQUES.
- POUR LA DISPARITION D'UN REGIME ANTIDEMOCRATIQUE.
- POUR UN REGIME POPULAIRE AUX MAINS DES TRAVAILLEURS, OUVRIERS, PAYSANS.

La déclaration de Bourguiba est en fait destinée à la consommationⁿ extérieure.

Les classes laborieuses accentuent la lutte contre leurs agresseurs, l'impérialisme et la bourgeoisie tunisienne.

LES IMMIGRES TUNISIENS DE NANTES

a.p. 11 2 POLITIQUES "SOCIALE ET CULTURELLE" A LA MUNICIPALITÉ DE NANTES

Actuellement, les organismes (Municipalité, Caisse d'allocation familiale, Conseil Général, office public d'HLM) financent plusieurs associations oeuvrant dans le domaine social et culturel (Centres aérés de la Ville de Nantes, office des Centres sociaux, UFCV, Francs et franchises camarades, Centre d'action éducative).

Il apparaît dans les textes de ces associations des orientations totalement différentes, voire contradictoires.

L'Office des centres sociaux...

est basé sur une centralisation des moyens financiers, des moyens matériels et des moyens humains, permettant ainsi à une direction (Mme Desormeaux, mairie, Mr de Larminat CAF, Mr Lemoine OPHLM, Mr Thébaud directeur) de garder le plein pouvoir sur les employés et sur les actions à engager sur les quartiers. Pour preuve, les critères de rentabilité imposés : développer les activités de type consommation, développer la participation des usagers à ces activités, éviter toute action devant mener des habitants à prendre conscience des véritables problèmes qui sont les conséquences de la vie en HLM.

L'Office des Centres sociaux, couvre cette centralisation par des systèmes compensatoires de pseudo-participation (Conseils de Maison sans pouvoir, représentation au Conseil d'Administration - 9 voix sur 27).

Le mot d'ordre en animation à l'office pourrait être :

« Regardez donc la marguerite qui pousse sur votre pelouse, mais ne levez pas le nez pour regarder le sommet de votre tour H.L.M. »

D'autres Associations, telles que les Centres aérés, l'UFCV, les Francs et franchises camarades, les maisons de jeunes, vont au contraire vers la décentralisation. Mise à la disposition des habitants des quartiers, de moyens financiers, matériels et humains pour permettre au maximum la prise en charge des habitants par eux-même, l'expression de leurs besoins, la réalisation de leurs projets et le régelment de leurs problèmes (environnement, problèmes de chauffage, cote mobilière, téléphone...) dans le cadre d'une lutte de classe permanente.

Il faut donc que ces orientations différentes se rejoignent dans une politique cohérente, évitant la perte d'énergie, de temps et d'argent et donnant enfin et la parole et le pouvoir aux seules personnes concernées, les habitants des quartiers.

Le conflit à l'office des centres sociaux

remet en cause la politique suivie par la direction de l'office. Les usagers, les autres associations, les Travailleurs sociaux ont obtenu qu'une commission paritaire soit mise en place et statue sur les licenciements.

Le Mercredi 26 novembre, cette commission s'est réunie dans les locaux de la Mairie. 80 personnes avec banderoles représentaient les Centres

sociaux de Nantes et de l'ensemble de la région nantaise. La commission, composée de trois employés et trois membres du Conseil d'Administration dont un représentant des Conseils de Maison, ont donné un avis majoritaire sur la non validité de la procédure des licenciements.

Mais, Mme Desormeaux tiendra-t-elle compte de l'avis exprimé par la commission ? Ignorera-t-elle les prises de position des conseils de Maison, des associations des travailleurs sociaux ?

La répression commencée risque de continuer.

Les habitants, les associations, les travailleurs sociaux demeurent mobilisés pour faire face à toute nouvelle agression de la part d'un pouvoir autoritaire et l'application de décisions personnelles anti-démocratique et anti-statutaire.

CORRESPONDANCE.

CONFLIT chez les TRAVAILLEUSES FAMILIALES.

Par des interventions près du Conseil d'administration de la Fédération de Loire Atlantique (Association Loi 1901) les Travailleuses Familiales Rurales ont obtenu des conditions de travail meilleures, en exigeant l'application de la convention collective urbaine, en remplacement de la convention collective rurale (ces améliorations portent sur :

- UN HORAIRE MOINS IMPORTANT: 40H. au lieu de 42H30
- UN LOGEMENT LIBRE
- LE REPAS DE MIDI NON PRIS DANS LES FAMILLES

La non-application, par la Fédération de Loire-Atlantique, de la convention collective rurale, a entraîné son exclusion par l'Union Nationale.

L'amélioration des conditions de travail obtenue par les travailleuses, et l'opposition que manifeste l'Union nationale des travailleuses familiales rurales à ces conditions, laissent apparaître des divergences sur :

- la conception du service des Travailleuses familiales près des familles,
- le fonctionnement de la structure de l'Organisation.

INSÉCURITÉ TOTALE CONCERNANT NOTRE EMPLOI

Aucun accord n'ayant pu intervenir entre l'Union nationale d'une part, et, les Associations en opposition, d'autre part, à l'heure actuelle l'affaire est "entre les mains" de la justice. Nous sommes donc dans l'insécurité totale concernant notre emploi : échec des Associations en opposition pourrait se traduire par des licenciements.

Toutefois, ce qui a guidé, et qui reste notre axe d'intervention prioritaire, c'est la défense des avantages acquis et de notre emploi, qui passe par la lutte syndicale.

Personnel Administratif et d'Animation de la Section
C.F.D.T. FAMILLE RURALE AIDES FAMILIALES RURALES.

P.S. Les Aides Familiales Rurales (UFCV) affirment leur entière solidarité avec les 2 animateurs nantais licenciés (centres sociaux) : "l'action des usagers et l'élaboration d'une nouvelle politique sociale sur la ville ne pourront être entendues et victorieuses que si les animateurs sont effectivement réintégrés.

a.p.l. (13)

A PROPOS DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE BRAUD.....

Dès le début de la lutte antinucléaire à Braud-St-Louis, maires, conseillers généraux, député, se sont mis à la remorque du préfet et ont pris une position claire aux yeux de la population locale : ils choisissaient le projet d'une Centrale Nucléaire au mépris des intérêts économiques et sociaux des habitants de la région.

**ON A FAIT CROIRE AUX AGRICULTEURS :
"QU'ON NE POUVAIT RIEN FAIRE"**

Par contre les organisations professionnelles agricoles (F.D.S.E.A. cantonale et C.D.J.A.), en s'associant aux structures de lutte antinucléaires de la région et au S.Y.D.A.M. en particulier, ont longtemps entretenu l'illusion qu'elles s'opposaient à la Centrale Nucléaire pour défendre les intérêts de l'agriculture et de l'environnement.

En fait aucune pression réelle, en dehors de celle de la Commission de Structures, n'a été exercée par elles au niveau des responsables ou dirigeantes départementaux et nationaux qui y auraient été sensibles.

Cette attitude a contribué à freiner sur Braud le développement de la lutte antinucléaire et à démobiliser les agriculteurs, en leur faisant croire "qu'on ne pouvait rien faire."

En fait ces organisations agricoles professionnelles, sous prétexte de protéger les espaces ruraux, prétendent négocier le remodelage du potentiel agricole de la région - alors que préservation des espaces ruraux traditionnels et Centrale Nucléaire sont incompatibles. C'est ainsi qu'une réunion de "travail" s'est tenue jeudi 27 novembre à St Ciers s/Gde avec la SAFER etc...

EN FAIT, ON BRADE L'AGRICULTURE !

Il s'agit d'une négociation "bidon", aucun élément de cette négociation n'a été portée à la connaissance du public :

Quel sera le devenir économique de la région ?
le devenir des personnes ?

**N'AURONT-ELLES COMME SEULE RESSOURCE QUE
D'ALLER TRAVAILLER AU SMIC CHEZ LES ENVAHISSEURS ?**

Anisi après avoir échoué dans la défense des intérêts strictement agricoles, il ne restait aux organisations agricoles qu'à accepter la solution industrielle et négocier la capitulation comme dernier recours pour conserver un rôle aux yeux de leurs adhérents.

Les agriculteurs doivent savoir maintenant que s'ils veulent se défendre ILS DOIVENT SE PRENDRE EN CHARGE EUX-MEMES,
**ET CESSER DE COMPTER SUR LES ORGANISATIONS
AGRICILES EN PLACE !**

BRAUD SAINT LOUIS

UN G.F.A. se Constitue

Pour y participer: Chaque part de gfa a été fixée à 100 et 1000frs.
Il suffit d'envoyer un chèque à l'ordre de Maitre Robert Mauxion;
ccp Bordeaux 937 77 17 120 Mortagne-s-gironde
Préciser au dos " gfa Braud 33"Votre adresse ,votre date de naissance.

SAINT GEORGES SUR LOIRE (M-L)

" Plus mon petit Liré que ... "

800 personnes au rassemblement anti-nucleaire et à la marche de protes-
tation.D'autre part le Conseil Municipal de Liré refuse l'installation d'une
centrale sur sa commune.

BOUQUINS

Une nouvelle collection "Du coté des petites filles" aux éditions des
femmes.

Les deux premiers titres parus sont:

- Rose Bombonne:Il était une fois au pays des éléphants , une tribu ou les élé-
phantsétaient lisses comme des pommes,avaient les yeux grands et brillants
et la peau couleur rose bombon...les éléphants, eux étaient d'un beau gris
éléphant.
- Après le Déluge: La vie s'écoulait doucement chez les Radeville.Après le
déluge ,la vie reprit mais il y avait quelques changements.

LIB 71

La Librairie 71 communique!

Dans le cadre de notre soutien aux éditions Maspéro nous tenons à la
disposition du public une lettre de Francois Maspéro à ses lecteurs et à ses
amis,qui fait le point après laperte de la Librairie "La JOIE DE LIRE" et
qui indique que l'existence des éditions leur indépendance ne sont pas en
cause et qu'elles seront plus présentes que jamais sur les terrains de la
recherche et des luttes.

a.p.l. (15)

MARINE EN LUTTE

n° 10 . Nov. 75

2 F 00
Est paru -

■ Marine en Lutte, bulletin politique de travailleurs de la marine pour le pouvoir aux travailleurs, est indépendant des syndicats et des partis, regroupant des camarades d'opinion ou d'affiliation diverses. Le bulletin est entièrement conçu, rédigé et financé par des marins, et envoyé sur tous les navires.

■ Au sommaire de ce numéro :

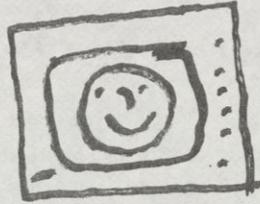
- La sexualité dans la marine marchande, article envoyé par un lieutenant des messageries maritimes,
- Relance économique ou crise politique ?
- Le chômage dans la marine marchande
- "Opale" en grève au Havre
- La situation au Portugal
- Sécurité : les criminels courent toujours
- Violence bourgeoise et violence révo
- Etc...

43 rue de l'Angévi-
NIÈRE
44800 ST HERBLAIN
CCP. NANTES 319092Y
ABONNEMENT 6 Fcs
SOUTIEN 10 Fcs et plus

MARINE EN
LUTTE



T.V.



a.p.l. 16

"Les Résistants étaient-ils des hommes comme les autres", émission de C. Collange, J. Ferniot et A. Ridel. Une évocation de la vie quotidienne des résistants. Participent à l'émission : André Diligent (...), H. Fresnay (...), Albert Ouzoullas (commissaire militaire national des F.T.P.), Paul Dreyfus. (émission "De vive voix") mardi 2 décembre / TF1 / 22 H 20).

"C'est-à-dire", magazine de G. Leroy, J.M. Cavada et J.L. Leridon. Ce magazine d'actualité est composé cette semaine d'une interview de G. Marchais suivie d'un reportage intitulé : "les communismes sud-européens (Italie, Portugal, France, Espagne). Un autre sujet est traité dans cette émission : "l'argent et le sport" avec la participation de J.C. Killy. (Mercredi 3 décembre / A2 / 21 H 30).

"Les Grappes de ma vigne", feuilleton de Guy Vassal et Alain Quercy, d'après le roman de Gaston Boissette. L'évocation d'une famille de vigneron du Languedoc de 1870 à 1907, année de la grande grève des vignerons. (Vendredi 5 décembre / A2 / 20H30).

"Apostrophes", émission de B. Pivot et R. Kahane. Débat sur le sujet : "la vie des Paysans", avec la participation de Georges Duby (...), E. Leroy-Ladurié, historien, Pierre Jakez Hélias, écrivain, Claude Michelet, agriculteur (...). (Vendredi 5 décembre / A2 / 21H 30).

"A l'ouest rien de nouveau", film américain de Lewis Milestone, d'après le roman d'Eric Maria Remarque (1930). Probablement le film le plus célèbre sur la guerre 14-18. Fait partie d'une série de films pacifistes tournés au début des années 30. ("Quatre de l'Infanterie", "No man's land", etc...) Sa projection en Allemagne, à la veille du nazisme, provoqua de violentes bagarres. C'est pas un film d'explication historique, mais un simple constat sur la guerre des tranchées, (...). Il n'y a pas une once de complaisance dans ce film, comparé à beaucoup d'autres films progressistes sur la guerre. "La récréation de la vie quotidienne militaire demeure d'un réalisme terrifiant." (André Moreau - "Télérama"). (Vendredi 5 décembre / A2 / 22 H 35).

"Le mammouth", un film T.V. de Paul Seban. Une évocation de la vie du naturaliste français Georges Cuvier (1769-1832) est une réflexion sur ses travaux. (Cuvier fut le créateur de l'anatomie comparée et de la paléontologie). Il faut suivre de très près les films de Seban faits pour le petit écran, films qui passent trop souvent inaperçus. Cinéaste marxiste, Seban est peut-être le plus important auteur de la télévision française. (Dimanche 7 décembre FR3 / 20 H 30).

J. LANDREAU

THÉÂTRE DU GALION : "LA SUEUR DU SOLEIL"

VENDREDI 5 DÉCEMBRE 21H. : Centre Social et Culturel de La Bernadière.

rue de Dijon / ZUP BELLEVUE

CRÉATION COLLECTIVE SUR LES EXPULSIONS PAYSANNES :
VIGNE MAROU; CHEIXEN RETZ, MÉSANGER. SOUMISE AU JUGEMENT
des paysans de la Chapelle-s-Erdé.
"UN SPECTACLE QUI DÉGAGE UN PARFUM DE LIBERTÉ"

ap. 17

COUP DE PIED AU C...

AUX BATIGNOLLES

Les ouvriers des Batignolles pensaient qu'il y avait des coups de pied au cul qui se perdaient, justice est faite Leuemberger et De Fonclare s'en sont rendu compte tout chef qu'ils soient, et ils n'ont pas apprécié.

Ces Messieurs qui sont des organisateurs de chômage et de misère qui imposent leur loi fasciste à l'usine, qui exercent leur violence pour museler travailleurs et syndicats, ont porté plainte.

18 camarades ont été convoqués chez les flics; La loi des bourgeois qui autorise toutes exactions venant des patrons réprime toute initiative des travailleurs qui veulent défendre leurs droits.

Bien que l'inspection du travail ait refusé les licenciements des ouvriers horaires, Leuemberger contourne la loi en licenciant individuellement pour des motifs futiles (refus de recevoir une lettre recommandée) ou crapuleux (camarade revenant de maladie et ne pouvant provisoirement pour raison de santé reprendre son poste)

Demain d'autres camarades seront visés, ceci est l'affaire de tous il est temps de mettre un coup d'arrêt à de telles méthodes.

REAGISSONS PENDANT QU'IL EST ENCORE TEMPS CONTRE LE TERRORISME DE LA DIRECTION

Extrait d'un tract du comité de lutte des Batignolles.

LE "CATHOLIQUE" FRANCO.

Franco: 600 000 victimes à son compte, des hommes, des femmes torturés, suppliciés, garrotés, hier et aujourd'hui.

Franco qui a osé se réclamer de Jesus Christ, un homme torturé, supplicié, crucifié, pour avoir pris la défense des pauvres, et pour avoir lutté contre le régime politique, religieux économique de son pays.

L'EGLISE EST COMPLICE;

Extrait d'un tract des "chrétiens marxistes" distribué à la sortie des messes de la région.

VERTOU

GRÈVE A MAINGUY-S.A DEPUIS LE LUNDI 24

Le personnel demande une augmentation de 3% de la masse salariale. 230 personnes sur 250 participant au vote (300 salariés) ont estimé que les augmentations proposées par la direction étaient insuffisantes.

Toute activité est interrompue dans l'entreprise ou un piquet de grève a été mis en place. Les problèmes de la profession et surtout l'hygiène et la sécurité, sont débattus par les grévistes.

AFFICHAGE DU SGEN-CFDT DANS LES LYCEES DE LOIRE ATLANTIQUE LE 1er DECEMBRE

Soutien à Papinski LUTTE CONTRE L'INSPECTION

L'Assemblée Départementale réunie le 25 Novembre, à l'occasion de l'affaire Papinski, a décidé de poursuivre la lutte déjà entreprise contre l'inspection, en situant celle-ci dans la lutte d'ensemble contre les pouvoirs hiérarchiques à l'école.

A partir du lundi 1er Décembre un préavis de grève est déposé dans tous les établissements où une opposition collective à l'inspection pourra être organisée; la grève est déclenchée aussitôt qu'un inspecteur vient visiter l'un des participants à l'action: ce dernier prévient aussitôt les camarades de l'établissement.

Là où cette action paraît impossible d'autres modalités peuvent être envisagées: remise d'une lettre à l'inspecteur, rédigée de la même manière par le plus grand nombre de participants, dénonçant la répression exercée sur Papinski, et de façon plus générale le rôle de l'inspection.

- :refus de se rendre à l'entretien imposé après l'inspecteur.(...)
- :"Accueil" collectif de l'inspecteur.(...)

NAISSANCE D'UNE CLASSE

L'évolution des techniques, l'accroissement et la concentration du capital et des moyens de production ont accru considérablement la complexité de gestion, de direction et d'organisation des entreprises. La bourgeoisie et l'Etat se sont alors trouvés confrontés aux problèmes de l'expansion et ont dû pour cela confier une part de leurs responsabilités à une nouvelle catégorie de travailleurs : les cadres.

Ce fut la première parcellisation des tâches qui ne cessera par la suite de s'amplifier.

ROLE DES CADRES

Trois rôles furent assignés à cette catégorie de travailleurs :

- UN ROLE DE SURVEILLANCE (cadences horaires, rendements, etc...), d'où le caractère oppressif de cette classe.
- UN ROLE DE RECHERCHES afin d'améliorer les techniques, la production, le rendement.
- UN ROLE DE GESTION pour éviter toute perte de profit afin de pouvoir éliminer la concurrence.

Cette fonction de cadre fut dès le début réservée à une élite de la société bourgeoise :

- D'une part parce que cette division du travail mettait en évidence deux classes : celle des possédants et celle des exploités. Il fallait donc nécessairement puiser dans la classe des possédants, donc de la bourgeoisie, afin de s'en assurer un total dévouement.
- D'autre part parce qu'une infime partie de la population possédait l'éducation suffisante pour satisfaire aux besoins nouveaux des techniques.

Nous verrons plus loin, malgré l'accroissement considérable des barrières hiérarchiques, que les choses ont peu changé.

Afin que cette classe ne convoite pas les moyens de production et qu'elle soit parfaitement dévouée, le Patronat en fit une classe privilégiée par : les salaires, intérêt du travail, possibilité d'éducation plus grande, respectabilité, notoriété, etc...

Ainsi donc est née notre société actuelle :

D'un côté, une classe dominante, peu nombreuse mais forte car elle possède les moyens de production, le pouvoir politique et économique ainsi que l'instruction.

De l'autre, une classe nombreuse, exploitée, peu instruite et divisée, qui s'organise et doit se battre contre un appareil d'Etat puissant et répressif au service du grand capital.

LES RAPPORTS DE DOMINATION AUJOURD' HUI.

DOMINATION DES TRAVAILLEURS PRODUCTIFS PAR LA TECHNOCRATIE ET LA BUREAUCRATIE

Dans les pays dominés par le capitalisme, les décisions concernant la nature des produits (pourquoi faire tel produit) ou la technique de production (comment faire ce produit) échappent aux travailleurs. Le pourquoi est décidé en fonction des lois du marché : le pouvoir financier (banques, PDG, conseils d'administration) prend les décisions. Puis une fois la décision prise, celle-ci est transmise par une bureaucratie (direction d'usine ou d'administration) à une couche de hauts techniciens, liés souvent idéologiquement et en partie matériellement à la bourgeoisie industrielle ; ces techniciens sont chargés d'élaborer les méthodes permettant de produire au moindre frais.

Une fois cette technique acceptée, elle est mise en application par l'intermédiaire d'une couche de chefs, mi-techniques, mi-bureaucratiques qui commandent les producteurs. Ceux-ci, qui sont de surcroît les utilisateurs des produits ne sont jamais consultés !

Dans les régimes de "socialisme bureaucratique" la situation n'est pas tellement différente : le pourquoi est décidé suivant l'intérêt et le prestige de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique et en tenant compte du modèle de consommation des régimes capitalistes libéraux admis comme supérieurs.

LES FONDEMENTS DE CES RAPPORTS

Le fondement principal de ces rapports de domination, c'est la division sociale du travail : ceux qui ont l'argent (le capital) ont le pouvoir de commandement, qu'ils peuvent déléguer ; les autres, qui constituent la force de travail, ont le pouvoir d'exécuter.

L'organisation hiérarchique du travail qui en découle met au service de l'accumulation capitaliste une certaine efficacité technique.

-o-o-0-0-0-

DOMINATION DES MANUELS PAR LES INTELLECTUELS

Les intellectuels sont ceux :

- qui possèdent un "savoir" abstrait, dont ils sont spécialistes : hommes de lois, médecins, professeurs, architectes, urbanistes, scientifiques, artistes...

Agriculteurs du P.S.:

VOICI LES PROBLEMES Des Travailleurs du Canton

Vous êtes réunis aujourd'hui à Nort s/Erdre et vous allez visiter une ferme de 39 ha, exploitée par un ménage et un vacher à temps partiel, avec un troupeau de 60 vaches laitières. Depuis octobre dernier, elle s'est agrandie de 5 ha pris sur la ferme du Perray, une exploitation remembrée de 21 ha 90 avec maison d'habitation et bâtiments d'exploitation. Cette ferme a été démantelée :

- 5 ha pour l'exploitation que vous allez voir
- 11 ha à un autre
- et 5 ha plantés en sapins...

Ces derniers mois pourtant, tous les syndicalistes paysans dignes de ce nom se sont mobilisés dans la région pour trouver une ferme à l'un des leurs :

Vous savez qu'à MESANGER (à une vingtaine de Kms d'ici), la famille PELLERIN a été expulsée en avril dernier : plusieurs centaines de CRS de PONIATOWSKY, avec auto-mitrailleuses, dirigés par FERRUA le sous-préfet d'Ancenis ont embaqué la famille, les meubles, le matériel, le cheptel... Et au service de qui ?

- d'un propriétaire sans scrupules, cumulard de professions et de terres, haï par toute la population locale.
- d'un pouvoir aux mains des capitalistes qui défendent leurs privilèges, quitte à mettre les travailleurs à la rue.

Comme d'autres ailleurs, sur le canton de Nort s/E, les Paysans travailleurs ont recherché une exploitation pour reclasser la famille Pellerin. Nous avons échoué sur cinq exploitations parce que les nouveaux agrariens du secteur s'accaparent toutes les terres libres. Ils ont même accéléré les formalités de bail quand ils ont su que nous cherchions une ferme. Depuis 6 mois, sur le canton, près de 100 Ha ont été accaparés de la sorte.

POURTANT, 300 jeunes cherchent une exploitation sur le département. Certains ont visité plus de 30 fermes sans en trouver. Sur le canton de Nort, un jeune vacher était candidat également pour la ferme du PERRAY.

QUE RECHERCHENT CEUX QUI S'AGGRANDISSENT AINSI ?

Que vont devenir ceux qui s'engagent dans cette course à la surface et à la productivité ?

Ou bien ils vont devenir des esclaves du travail et du Crédit Agricole, ou bien ils vont exploiter des ouvriers agricoles mal payés...

Est-ce cela "L'AGRICULTURE DE DEMAIN" que propose le Parti Socialiste ?

LE CHOMAGE SE DEVELOPPE DANS LA REGION

Il n'y a pas que des jeunes paysans qui cherchent du travail. Les licenciements sont nombreux sur la région.

A Nort, il y a 150 travailleurs qui pointent au chômage, mais combien en réalité ? Il y a aussi du chômage partiel : les ouvriers de chez BLOND ont des horaires réduits.

Sur toute la région d'Ancenis, les boites les plus importantes licencient : 30 licenciements à St Herblon, 108 chez BRAUD à St Mars la Jaille, etc...

FACE A CETTE CRISE,

- au lieu de s'intéresser aux exploitations qui éliminent des emplois en s'aggrandissant
- au lieu de s'intéresser au développement capitaliste de l'agriculture,

Comme le proposent les dirigeants qui vous ont amené ici, Tous les travailleurs ouvriers et paysans qui subissent ce système ne feraient-ils pas mieux de s'unir entre eux pour

- refuser de faire les frais de la crise du système capitaliste
- et lutter pour mettre en place le pouvoir des travailleurs ?

Le 29 novembre 75

PAYSANS TRAVAILLEURS
du canton de Nort s/Erdre.